Bolchevisme et syndicalisme

Au cours de notre étude succincte sur «Syndicalisme et bolchevisme», nous pensons avoir détruit un certain nombre de mythes qui courent sur l'action et la théorie léninistes. En général, les critiques qu'ont portées les syndicalistes libertaires sur les diverses versions du bolchevisme ont été le plus souvent sans effet sur la bonne conscience de ses militants; que le bolchevisme soit foncièrement anti-démocratique, ils l'admettent, quelques-ans même avec une certaine fierté; qu'il leur faille parfois parler à la classe ouvrière avec des fusils ne les trouble pas outre mesure. Ils se pensent comme le facteur historiquement progressif, et se trouver dans le vent de l'histoire peut tout justifier.
Ce rôle de théorie ouvrière du marxisme-léninisme est-il réel?

Lorsqu'on observe les événements historiques des soixante dernières années, on ne pas ne pas remarquer combien ceux-ci contredisent cette affirmation. Le bolchevisme n'est pas né dans les pays industriels les plus développés; son élaboration a été effectuée dans une région du monde à large majorité agricole, dans une société à vestiges féodaux assez importants. Son champ d'action et de réussite s'est étendu sur des contrées en voie d'industrialisation, dominées par l'impérialisme économique ou politique des grandes nations industrialisées. Les partis de type bolchevik – théoriquement avant-garde ouvrière – ont été efficaces pour détruire des sociétés dans lesquelles la classe ouvrière était très minoritaire, voire quasiment inexistante. En outre, toutes les révolutions nationalistes ont été faites sur le modèle bolchevik, quelle que soit l'idéologie qui les sous-tendait; Algérie, Egypte, Yémen, etc. ont été coupés en partie du marché capitaliste mondial par l'action révolutionnaire d'une minorité fortement organisée dirigée par des représentants de l'intelligentsia – couche sociale particulière des pays peu industrialisés et dominés par l'impérialisme.

Au contraire, dans les pays capitalistes développés, tous les

partis de type bolchevik, tous ceux du moins qui sont suffisamment importants pour influer sur les événements, sont assimilables à la social-démocratie – démocratie interne en moins.

De tous ces faits, il nous semble justifié de tirer la conclusion suivante: le bolchevisme, dans son aspect réel, et sans tenir compte de sa phraséologie, n'est pas une théorie révolutionnaire du prolétariat; il est historiquement la théorie révolutionnaire de la petite bourgeoisie intellectuelle des pays en voie de développement dominés par l'impérialisme. Son rôle est de couper les contrées où son pouvoir peut s'implanter du contrôle et des intérêts de l'impérialisme afin d'y assurer l'accumulation qui rendra possible l'essor industriel sur des bases nationales; en outre, les fameuses conquêtes d'octobre – planification, nationalisations, monopole du commerce extérieur – des trotskistes, bases du prétendu État ouvrier dégénéré, sont les fondements socio-économiques de la nouvelle classe d'exploiteurs de la même manière que la propriété privée des moyens de production, la liberté du commerce, la loi de la valeur et le salariat sont les piliers du capitalisme.

Syndicalisme révolutionnaire

À la même époque où Lénine élaborait le bolchevisme, naissait en Europe occidentale et aux U.S.A. une autre théorie révolutionnaire, authentiquement prolétarienne celle-là, ce qu'on a appelé le syndicalisme révolutionnaire, ou l'anarcho-syndicalisme. En effet, alors que le léninisme est une synthèse du populisme et du marxisme de Kautsky , c'est-à-dire une réflexion des intellectuels socialistes, réflexion qui conclut par l'exigence du rôle dirigeant de ces mêmes intellectuels d'extraction bourgeoise venus au socialisme, le syndicalisme révolutionnaire est issu indiscutablement de la pratique ouvrière; Griffuelhes, qui fut secrétaire de la C.G.T., pouvait écrire que certains «s'efforcent de rattacher

les origines du mouvement ouvrier actuel aux principes posés par la conception anarchiste; les autres s'appliquent à les trouver dans la conception socialiste... À mon sens, le mouvement ouvrier actuel ne remonte à aucune de ces deux sources. Il ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer: il est le résultat d'une longue pratique, créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes...» C'était la pratique ouvrière qui donnait naissance à une théorie, et non le contraire.

Nous pensons que l'outil révolutionnaire entrevu à cette époque dans certains pays industriels développés – le syndicalisme envisagé comme expression globale du prolétariat – et le moyen qui en découle – la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice – sont toujours, et seront de plus en plus, l'outil et le moyen révolutionnaires des sociétés industrielles développées.

Premier acte révolutionnaire: la destruction de l'État

C'est par la destruction de l'État que commence toute révolution. Détenteur exclusif de l'usage légitime de la force, celui-ci a toujours été le dernier rempart des classes privilégiées dans toute l'histoire, que ce soient les patriciens antiques, les féodaux, les capitalistes modernes ou la nouvelle classe oligarchique des pays collectivistes d'État. La plus grande erreur du *mouvement révolutionnaire* a été, à notre sens, de penser que toutes les formes d'État seraient abattues d'une manière analogue, sans tenir compte de la société civile dont il est l'émanation et l'aliénation politiques pour reprendre le vocabulaire proudhonien.

1) Dans les sociétés à large majorité agricole

Ainsi que le soulignait Saint-Simon, les couches privilégiées des sociétés agricoles ont toujours été en leur majorité formées de soldats; la richesse principale étant la richesse

foncière, celui qui peut couvrir une contrée et dominer ses paysans, c'est essentiellement l'homme de guerre. Le noble des sociétés féodales est avant tout un militaire. Son État est fruste, il n'est que l'organisation de bandes armées et le fisc. Pour les paysans en révolte, le seul moyen était de battre le soldat sur son terrain. Sa lutte devient tout de suite une lutte armée contre les forces de répression. L'histoire fourmille d'exemples: Spartacus, les donatistes, les jacqueries, la révolte des paysans allemands au XVI^{e} siècle et partiellement au XX^{e} siècle, la Russie, la Chine, Cuba, l'Algérie, voire même le Vietnam.

2) Caractéristiques des sociétés industrielles développées

La mutation introduite par la naissance de l'industrie n'a pas été assez soulignée par le mouvement révolutionnaire. La société industrielle est complexe, imbriquée et fragile. Elle fait une dépense énorme d'énergie et pour elle les communications sont vitales. L'économie agricole est stable, peu consommatrice d'énergie, aux moyens de communications sommaires. Au contraire, le point faible des sociétés industrielles, c'est l'industrie et l'énergie. Il ne s'agit plus aujourd'hui de combattre uniquement les forces de répression mais de porter son effort principal vers le point faible de l'adversaire de classe et de l'État: sa dépendance à l'égard de l'industrie et de l'énergie.

En effet, on peut dire que l'État se compose de trois grands corps: le gouvernement central et ses services, les administrations centralisées qui couvrent tout le pays (préfets, etc.) et enfin les forces de répression spécialisées (environ 75.000 policiers, 20.000 gardes mobiles, 50.000 gendarmes, 15.000 CRS). La première tâche révolutionnaire tendra donc à isoler les trois grands corps les uns des autres et à rompre leurs relations internes. Ils ne sont efficaces que dans la mesure où existent entre eux des liaisons; dans le

cas où ces liaisons sont rompues, ce ne sont plus que des individus et des services isolés. Qu’est-ce qu’un préfet sans téléphone?

Autrement dit, aujourd’hui, la destruction de l’État passe en très grande partie par la destruction des communications entre les grands corps administratifs et le blocage de l’énergie.

Il ne faudrait pas penser que les anarcho-syndicalistes croient que tout affrontement direct avec les forces de répression sera exclu; mais gagner quelques batailles de rues sans s’attaquer à l’organisation même de l’État serait inutilement sanglant.

L’outil. — La destruction de l’État se faisant en grande partie par l’économie, l’importance des organisations à la base économique des travailleurs devient énorme, et le nom qu’on donne à ces organisations n’a que peu d’intérêt. Il faut privilégier le travail des militants révolutionnaires dans toute forme d’organisation qui trouve sa causalité dans la condition économique des travailleurs: organisation de classe, partant de l’entreprise et se fédérant verticalement par l’industrie et horizontalement par localité, région, etc.; aujourd’hui, ce sont les syndicats; demain, ce sera peut-être autre chose, une confédération de conseils ouvriers, par exemple.

Le moyen. — Rompre les liaisons des parties de l’État et arrêter la production d’énergie, là est le but de la grève générale simultanée de toutes les industries. Évidemment, un certain nombre de problèmes humanitaires se posent, et le mouvement révolutionnaire se devra de les poser, par exemple, la maintenance des hôpitaux et les besoins essentiels de la population.

Destruction de l’État et construction

socialiste

La destruction de l’État par la grève générale est l’acte négatif de la révolution. Ainsi, en mai 1968, pendant quelques jours, l’État n’a pratiquement plus existé, les forces de répression se démobilisaient, les officiels ne savaient que faire.

Cette vacance du pouvoir est le but de l’acte négatif révolutionnaire, mais il est insuffisant.

Ce n’est que par la reprise de la production sur des bases socialistes que la lutte révolutionnaire montera d’un cran. Et pour ce faire, il est absolument nécessaire que préexistent des liaisons entre industries avant le choc révolutionnaire .

Pour la construction socialiste, le rôle de l’organisation économique des travailleurs est encore plus capital que dans la grève générale. Seule, parce qu’elle est formée uniquement de travailleurs, elle pourra déterminer sur quelles bases s’organisera l’autogestion socialiste; seule, parce qu’elle est organisée à la fois par l’industrie et localement dans les usines mêmes, elle pourra relancer la production, l’organiser, en répartir les résultats.

Dans le cadre d’un article, il est impossible de détailler ce que pourrait être, par exemple, l’action d’une union départementale, à la fois pour la production et la répartition, mais il est évident qu’elle pourrait être de la plus grande importance.

C’est sur la réussite ou l’échec de la reprise du travail, après l’expropriation de fait, que se jouera le sort de tout mouvement insurrectionnel ; et en cas d’échec, c’est le fascisme, quel que soit le nom dont on l’affuble!

Conclusion

Lorsque Lénine dit que l'histoire atteste que le mouvement ouvrier livré à ses seules forces ne peut dépasser le réformisme, il se trompe. Son erreur est d'autant plus lourde qu'il pouvait observer dans le même temps la naissance d'un mouvement révolutionnaire essentiellement prolétarien; c'est-à-dire un mouvement qui, par son auto-organisation, fabriquait sa théorie de classe. Expropriation capitaliste par l'action révolutionnaire du prolétariat lui-même sans intermédiaires, tels que partis politiques et parlementarisme; organisation de la production sur la base de la gestion ouvrière collective et coordonnée, d'où disparition des classes et destruction de l'État, cette théorie était indiscutablement socialiste.

Elle surgit tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, pour autant que le prolétariat puisse s'organiser sur des bases de classe et théoriser librement sa pratique; on la retrouve de la Première Internationale aux recherches actuelles, issues de 1968 et de ses comités de lutte, en passant par la C.G.T. d'avant 1914, les soviets et les comités d'usine de 1905 à 1917 en Russie, les I.W.W., l'U.S.I., la C.N.T. d'Espagne, les révoltes de Budapest, de Pologne, de Tchécoslovaquie; qu'on la nomme socialisme révolutionnaire en 1870, syndicalisme révolutionnaire en 1906, anarchosyndicalisme en 1936, socialisme autogestionnaire en 1968 – chacune de ces appellations ne recouvrant qu'une partie de sa réalité et se complétant plutôt que s'opposant – elle est authentiquement la pensée politique de la classe des producteurs qui s'oppose à ses oppresseurs et à ses exploiteurs.

Au contraire, le fondement du bolchevisme est la conviction que la conscience socialiste doit être apportée du dehors, et c'est au-dehors du prolétariat que l'ouvrier révolutionnaire doit former son intelligence et affermir sa conviction. Et dans cette formation est inclus le devoir de se mettre à

l’école «des intellectuels bourgeois venus au socialisme», lequel n’est pas né des aspirations et de la pratique ouvrières mais jailli quasiment *ex nihilo* de la réflexion de savants.

Le caractère particulier de l’intelligentsia des pays en voie de développement et le rôle dirigeant qu’elle revendique apportent la clé qui permet d’élucider le paradoxe d’une théorie de classe née dans l’esprit d’individus d’une autre classe et de luttes d’une classe dirigées par des individus d’une autre classe. En effet, de la même manière que la bourgeoisie s’est servie du prolétariat naissant et de la paysannerie pauvre pour asseoir son pouvoir politique contre la noblesse, la petite bourgeoisie intellectuelle entend se servir du prolétariat pour combattre le capitalisme et asseoir son pouvoir politique, son moyen étant le collectivisme oligarchique d’État qui exproprie le capitalisme et la place en gestionnaire – rôle économique indiscutable – et en propriétaire oligarchique de fait. C’est pour cette raison que tous les léninistes s’opposent à l’autogestion – gestion ouvrière collective et coordonnée – et à la propriété collective et indivise des travailleurs sur les moyens de production, d’échange et de répartition, et qu’ils s’y opposeront toujours. Autogestion et propriété collective non étatique nient leur place future de gestionnaires et de propriétaires collectifs !

La voie de la société sans classes et sans État a été tracée par les générations de militants qui théorisèrent la pratique ouvrière dans ses organisations de classe. A l’inverse des affirmations de ses adversaires, le syndicalisme révolutionnaire et la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice sont bien l’outil et le moyen de la révolution prolétarienne dans les pays industriels développés.